

Saint-Nom-la-Breque...
en plastique pour le séant des messieurs...
coûte 71 000 euros. Ça fait cher la place assise...
Un dernier grand meeting, à Nice, fait exploser

kingham, avant de migrer vers le station...
1 600 euros. En février, on les retrouve chi...

Des sondeurs si peu questionnés

AVEC un unique salarié à temps plein, la Commission des sondages est-elle de taille à intimider les champions de l'enquête d'opinion (Ipsos, BVA et consorts)? Pilotée par le macroniste Thomas Cazenave et le mélenchoniste Antoine Léaument, une commission d'enquête parlementaire s'interroge sur les secrets de fabrication des sondages, leurs modalités de contrôle... et leur possible influence sur les élections. Quelles drôles de questions!

Avant d'entendre les 11 principaux instituts, le 26 mars, les députés ont cuisiné les têtes pensantes de l'autorité chargée de les contrôler, qui ont été invitées à détailler les moyens mis à leur disposition. Le moins que l'on puisse dire, c'est que c'était flou. Ex-énarque de 71 ans, Jean Gaeremynck, le président de la structure, a brièvement présenté son arsenal de dissuasion : « *Les moyens de la Commission sont des experts qui travaillent pour la Commission et qui sont particulièrement qualifiés en matière de statistique.* » Impressionnant! Surtout quand on découvre que lesdits « experts » sont au nombre de... deux! D'après nos informations, ils sont consultants et payés à la prestation. Le premier, 74 ans, turbine pour l'entité depuis 1990. La seconde est une employée qui bosse principalement pour l'Insee. A eux deux, et à temps partiel, ils

doivent contrôler les centaines de sondages politiques publiés chaque année. Or, rien qu'en 2022 - année présidentielle -, il en a été produit 514. Bonjour les heures sup!

Sans véritable QG, la Commission est hébergée gracieusement par le Conseil d'Etat, à Paris. Elle est administrée par un secrétaire général, Stéphane Hoyneck (un magistrat de la juridiction). Lui et les deux « experts » sont épaulés par une secrétaire qui est la seule et unique employée permanente de cette instance. Comme la Commission ne dispose pas d'un budget attitré, le salaire de cette dernière est réglé par le ministère de la Justice. Ça fait presque un peu de peine, non?

Ne se prononce pas trop

Ce manque de moyens se traduit par un manque de sévérité. Entre 2022 et 2024, la Commission n'a haussé - gentiment - le ton qu'à deux reprises, contre deux instituts (Cluster17 et YouGov). Auditionné par les députés, l'ex-parlementaire PS Jean-Pierre Sueur, coauteur d'une loi sur les sondages en 2016, a utilisé toute sa rondeur sénatoriale pour descendre l'instance : « *La Commission est pourvue par la loi de grands pouvoirs. Je dois dire qu'elle fait relativement peu usage des droits qui sont les siens.* »

Par ces temps de coupes budgétaires et de « comités de la hache », il est peu probable que l'Etat augmente les moyens de cette autorité. Les sondeurs ne s'en plaindront pas.

Yann Voldoire

TRUMP TENTE DE PRENDRE LE CONTROLE DES CENTRALES



Des Ukra

« **L**ES CHEFS de l'Alliance ont trouvé une manière douce de commencer à intégrer l'Ukraine », affirme un expert militaire. La discrétion est de mise. Afin d'éviter à Poutine une éruption de boutons urticants, les Alliés de Kiev ont installé sur la pointe des pieds en Pologne, à la mi-février, le « Centre civilo-militaire Otan / Ukraine d'analyse, d'entraînement et de formation », autrement appelé le Jatec (« Ouest France

BAYROU : LE BILAN
DES CENT JOURS À MATIGNON

MON
PRESIDENT

MES

Le Canada en chaine, mercredi 26 Mars 2025